

EXCLUSIF

Financement de 7 projets-programmes Le Maroc et la BAD négocient 655 millions d'euros pour 2016

À fin octobre 2015, les engagements cumulés de la BAD au Maroc s'élevaient à près de 2,31 milliards de dollars pour 31 opérations en cours d'exécution.

Le montant potentiel des prêts envisagés cette année par la Banque africaine de développement au profit du Maroc s'élève à 655 millions d'euros. Des fonds pour financer 7 projets-programmes, dont celui de l'appui au développement du secteur financier-phase 4 pour 110 millions d'euros. Détails.

Environ 655 millions d'euros. C'est le montant potentiel des prêts envisagés par la Banque africaine de développement (BAD) au profit du Maroc en 2016. Selon nos informations, le gouvernement et la BAD négocient le financement de 7 projets-programmes. Le premier porte sur le programme d'appui au développement du secteur financier-phase 4 (PADEFSI IV). Le montant du prêt en négociation pour ce programme pourra atteindre jusqu'à 110 millions d'euros. Il devra être accordé au Royaume au cours de ce premier trimestre. Le PADEFSI IV répond aux orientations stratégiques du programme du gouvernement, qui soutient l'amélioration de l'inclusion financière, de la gouvernance et de l'environnement des affaires. Le programme contribuera plus globalement à créer les conditions nécessaires pour une croissance économique inclusive à travers le développement du secteur financier. Il vise spécifiquement à soutenir la réforme du système national de retraite et du secteur des assurances. Le prêt contribuera aussi à poursuivre les objectifs de la Phase III du programme, notamment améliorer l'accès des populations et des entreprises, dont les très petites et moyennes entreprises (TPME) aux services financiers, à renforcer la gouvernance du secteur et dynamiser davantage les marchés de capitaux, essentiellement la bourse des valeurs et le pôle financier de Casablanca (Casablanca Finance City). Le deuxième prêt en négociation concerne le renforcement des infrastructures ferroviaires, essentiellement le projet de dédoublement de la voie ferrée Settat-Marrakech. Selon nos sources, la BAD envisage de mobiliser jusqu'à 100 millions d'euros pour cofinancer ce chantier.

Le troisième prêt, lui, cible un programme d'Appui à la gouvernance dans les secteurs sociaux. Pour un montant d'environ 110 millions d'euros, ce prêt a pour objectif d'améliorer l'efficacité de l'action sociale de l'État, d'appuyer les réformes permettant la rationalisation des dépenses, la coordination des acteurs et un meilleur ciblage des bénéficiaires tout en accompagnant, de façon «socialement acceptable», les réformes devant améliorer le climat des affaires. Le quatrième financement vise la poursuite du renforcement de l'alimentation en eau potable, pour généraliser l'accès en multipliant les chantiers de raccordement et de distribution, notamment dans les zones rurales. Le montant prévu par la BAD s'élève à environ 90 millions d'euros à accorder à l'Office national de l'électricité et de l'eau (ONEE - Branche Eau).

Concernant le cinquième prêt, il est destiné à cofinancer le programme d'appui à la compétitivité sectorielle, plus précisément le volet adéquation formation-emploi. Pour environ 100 millions d'euros, ce financement de la BAD vise à soutenir les réformes du système éducatif et de formation professionnelle, en vue d'optimiser l'employabilité des jeunes, particulièrement de l'enseignement supérieur, et l'adéquation des offres de formation avec le marché de l'emploi.

D'une enveloppe de 55 millions d'euros environ, le sixième prêt cible la poursuite de la réalisation du programme national des routes rurales. Depuis son lancement, ce programme a permis de réaliser au 30 juin 2015 quelque 14.756 km de routes rurales, soit 95% du linéaire global, portant ainsi le taux d'accessibilité de la population rurale à 78%.

Le septième prêt, enfin, portera sur une «opération non souveraine», c'est-à-dire un financement direct au secteur privé. Les négociations sont toujours en cours avec les entreprises cibles. La BAD prévoit d'apporter à l'entreprise privée jusqu'à 90 millions d'euros de financement. ■

La BAD prévoit environ 110 millions d'euros pour l'Appui à la gouvernance dans les secteurs sociaux.